

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

UNITE-DIGNITE-TRAVAIL



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
MADAME CATHERINE SAMBA-PANZA,
CHEF D'ETAT DE LA TRANSITION**

Devant le Brookings Institution

Réunion du 19 septembre 2014

WASHINGTON, SEPTEMBRE 2014

- Monsieur le Président Directeur Général de Search for Common Ground ;
- Monsieur le Vice-Président, Directeur pour l'Economie Globale et le Développement ;
- Madame la Vice-Présidente de Mercy Corps ;
- Mesdames et Messieurs les responsables de Brookings Institution ;
- Distingués invités,

Je voudrais tout d'abord vous exprimer ma profonde gratitude au nom du peuple de la République Centrafricaine tout entier, et vous remercier pour l'invitation que votre institution a bien voulu m'adresser, ce qui est une preuve d'attention et de considération que vous portez en ma personne et qui m'offre l'occasion de vous entretenir sur la situation de mon pays.

L'instabilité politique et les conflits internes répétés depuis deux décennies ont plongé la population centrafricaine dans une situation de vulnérabilité extrême. Mais depuis décembre 2012, la République Centrafricaine est secouée par une des plus graves crises qu'elle n'a jamais connue. Le peuple centrafricain s'est retrouvé dans une situation dramatique marquée par :

- Plus de 2.000 personnes tuées
- 12 % de la population déplacés
- 8 % de centrafricains réfugiés dans les pays voisins
- 2,5 millions de personnes, soit 54% de la population totale ayant besoin d'assistance humanitaire
- Plus de 30% des infrastructures scolaires et sanitaires détruites
- Environ 28.000 enfants touchés par la malnutrition aiguë sévère
- 7.000 enfants enrôlés dans des groupes armés
- Plus de 2.000 femmes victimes de viols et violences sexuelles
- Un phénomène de rejet communautaire sur des bases d'appartenance religieuse persistantes avec des assassinats traduisant aujourd'hui le refus de vivre ensemble.

- Des poches d'insécurité persistantes dans la capitale et dans toutes les provinces avec des violences sur les populations
- Les moyens de fonctionnement de l'administration et les capacités de production du secteur privé anéantis
- L'infiltration des terroristes, notamment les djihadistes sur le territoire centrafricain et la poursuite des exactions sur les populations par la LRA, constituant une menace pour la paix et la sécurité sous-régionale, régionale et internationale.

Distingués Personnalités,

Mesdames et Messieurs,

En janvier 2014, La République Centrafricaine, mon pays, était au bord de l'implosion avec une insécurité généralisée, des actes de violences sans précédents, sur fond de considérations inter religieuses, des violations massives des droits de l'homme et des milliers de déplacés internes et externes.

Face à cette situation catastrophique, la communauté internationale est venue à notre chevet.

Il n'en demeurait pas moins que les défis auxquels nous devions faire face étaient énormes et interpellaient chaque centrafricain.

A cette période, plus que jamais, le pays avait besoin d'un leader en mesure de rassembler et réconcilier les centrafricains, de redonner espoir aux uns et aux autres.

Si j'ai pris la décision de solliciter le suffrage du Conseil National de Transition au poste de Chef de l'Etat de la Transition en janvier 2014, c'est essentiellement parce que je considérais que l'heure était grave et qu'aucun centrafricain consciencieux et responsable ne pouvait rester sans réagir.

Je mesurais à sa juste valeur la lourde responsabilité qui devait m'incomber si les membres du Conseil National de Transition m'accordaient leur suffrage pour parachever la transition.

Je me suis engagée à être à la tête de la transition pour impulser une dynamique vigoureuse de réconciliation entre tous les centrafricains et à m'employer à inciter nos

frères et sœurs africains obligés de repartir chez eux, de revenir vivre avec leurs frères et sœurs centrafricains, comme auparavant.

J'ai pris l'engagement de veiller au respect de l'ordre public et au rétablissement de l'autorité de l'état sur toute l'étendue du territoire.

J'ai aussi pris l'engagement de respecter les règles du jeu de la transition : celles de ne pas me présenter aux élections aux termes de la transition. Et je respecterai cet engagement, quoiqu'il m'en coûte.

Au regard de l'immensité de la tâche, beaucoup se sont demandés si je serais à sa hauteur.

Sans complexe et sans démagogie, j'ai répondu que j'avais tous les atouts pour réussir cette noble et exaltante mission. Celle de conduire la transition que nous voulons tous apaisée et sereine afin de parvenir à des élections libres, justes et démocratiques.

Mon élection a suscité beaucoup d'espoir au sein de la communauté internationale mais surtout des populations meurtries qui n'aspirent plus qu'à vivre en paix, dans la dignité et dans une nouvelle République centrafricaine refondée sur des nouvelles bases, en vue de sa renaissance et son épanouissement

Cet espoir reposait en grande partie sur ma capacité à rassembler la population ainsi qu'à donner un nouvel impact au pays, en tant que femme et mère désireuse de voir ses enfants vivre en paix. Des femmes en Afrique et ailleurs, dans des situations de transition politique, ont fait leur preuve. Pourquoi pas en Centrafrique.

J'ai pensée alors que le moment était venu en République Centrafricaine d'arrêter les hostilités, les destructions et les violences faites à nos paisibles populations. Le moment était venu d'arrêter les exactions de toutes sortes, de faciliter le retour des déplacés chez eux, de passer au réapprentissage du vivre ensemble, d'enclencher le processus de réconciliation nationale et la dynamique de relèvement du pays.

Et j'ai fait du rassemblement et de la réconciliation des centrafricains la priorité absolue de mon action depuis mon accession aux commandes de l'Etat car j'ai tout de suite perçu que la haine, les rancœurs et la peur de l'autre sont profondément ancrés en chaque centrafricain.

Déjà, dans ma profession de foi et ensuite à travers les actes que j'ai posés jusque là, j'ai affirmé mon ferme engagement en faveur du dialogue permanent, de la paix et de la gestion inclusive de la transition.

Mes premières paroles à la Nation centrafricaine meurtrie ont été un appel lancé à mes compatriotes pour enclencher sans tarder une dynamique de paix qui puisse préserver le pays du chaos total.

En fait, j'avais très tôt compris que c'est par l'arrêt des hostilités, la tolérance, le dialogue et la réconciliation nationale que nous parviendrons à une véritable cohésion sociale dans notre pays.

J'avais très tôt compris qu'il nous fallait analyser, comprendre et dépasser nos contradictions et reconquérir l'unité de notre nation au-delà des différences confessionnelles, ethniques ou tribales.

Ma conviction était qu'il était grand temps de déposer les armes et d'appeler tous les acteurs de la crise actuelle à s'engager dans la voie de résolution pacifique et politique de nos problèmes afin de permettre à notre pays de retrouver la paix et la stabilité.

Mesdames et Messieurs,

Une analyse des crises politico militaires que la RCA a vécues met en évidence de nombreuses causes profondes qui restent intimement liées au déficit de gouvernance, à la déliquescence du système de sécurité et de justice, ainsi qu'à une déstructuration du capital social et culturel. Le cumul de ces déficits pendant plusieurs décennies ont fait de la RCA un état fragile et vulnérable marqués par l'existence de rébellions persistantes. Par ailleurs, la RCA vit dans un environnement géopolitique marqué par l'instabilité. Hormis le Cameroun, les quatre autres pays voisins, à savoir la République démocratique du Congo, le Congo Brazzaville, le Soudan et le Tchad ont connu des conflits au cours de ces dix dernières années. Ces conflits récurrents dans les pays frontaliers ont engendré le phénomène de circulation d'armes légères et de petit calibre qui alimentent le grand banditisme et l'insécurité.

Distingués Personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Malgré son potentiel naturel très important, mon pays enregistre des niveaux d'indicateurs socioéconomiques très critiques. En effet, plus de 80 % de la population vit aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour ; le PIB par habitant est passé d'une moyenne de 461,62 \$ sur la période 2008 - 2011 à 294,70 \$ sur la période de 2012 - 2014

et l'Indice de Développement Humain (IDH) s'est considérablement détérioré, plaçant la RCA parmi les cinq derniers pays à l'échelle mondiale, soit au 172^{ème} rang sur 177 pays.

Ces indicateurs expriment à suffisance l'étendue des défis socio-économiques suivants auxquels la République Centrafricaine doit faire face :

- **Sécurité et bonne gouvernance**
- **Cohésion sociale et concorde nationale**
- **Restauration de l'autorité de l'Etat**
- **Relance de l'économie et du processus de développement**

En réponse à ces défis, j'ai instruit, dès mon élection en Janvier 2014 par le Parlement National de Transition, le Gouvernement à mettre en place un **Programme de sortie de crise. C'est ainsi qu'un Programme d'Urgence et de Relèvement Durable de la RCA a été élaboré.** Ce document constitue désormais le cadre de dialogue et de concertation avec les partenaires pour l'assistance en faveur de mon pays. Ma vision, à travers ce Programme, est de « bâtir d'ici 2015, une société prospère et unie, vivant dans la sécurité, la paix et attachée aux valeurs démocratiques ». **Elle se fonde sur ma détermination à créer les conditions d'un retour à la paix, à la sécurité, à l'ordre constitutionnel et à la bonne gouvernance.**

Ce Programme met en œuvre une stratégie qui associe les actions d'assistance humanitaire et de relèvement précoce pour renforcer l'objectif général de lutte contre la pauvreté, en restaurant la capacité des institutions nationales et des communautés à se remettre de la crise et éviter une rechute.

Cette stratégie s'articule autour de quatre piliers :

La sécurité d'abord. Je veux, pendant la période de la Transition, fournir aux centrafricains les premiers bénéfices d'une sécurité globale et rendre aux acteurs du secteur de la sécurité de la République Centrafricaine leur confiance dans un avenir

professionnel utile au pays et conforme aux standards internationaux.

Ce premier Pilier va nous permettre de restaurer la sécurité et d'assurer la libre circulation des personnes et biens sur tout le territoire afin de relancer réellement l'économie. Il consistera donc à :

- 1) mettre en œuvre les programmes de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR) et de réforme des services de sécurité (RSS) pour parvenir à une réhabilitation et refondation des Forces Armées Centrafricaines et promouvoir la gouvernance et l'Etat de droit en vue de conduire le processus électoral dans de meilleures conditions,
- 2) rétablir la fonction judiciaire pour mieux lutter contre l'impunité et la corruption, et parvenir ainsi à une réconciliation véritable et à une paix consolidée.

Actions entreprises : Entretemps, avec l'appui des forces de la Communauté Internationale déployée en RCA, le processus de la Réforme de Secteur de la Sécurité (RSS) a été amorcé. Il s'agit de la mise sous tutelle unique du Ministère de la Sécurité Intérieure des forces de police et de Gendarmerie, de la création d'un Centre d'Opérations Police/Gendarmerie unique et fonctionnel à Bangui et du déploiement de ces forces de sécurité intérieure en province. Ce redéploiement va se poursuivre pour couvrir toutes les villes du pays avec la mise en place des forces onusiennes de maintien de la paix.

Par ailleurs, le Conseil National de Sécurité que je préside, collabore étroitement avec le Comité conjoint de réflexion sur les forces de défense et de sécurité Gouvernement/Nations-Unies en vue de mettre en place la stratégie appropriée en ce qui concerne l'armée nationale. Il est à relever qu'en raison des sanctions imposées par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, la RCA ne peut équiper son armée. Pourtant la réhabilitation des forces de défense nationale est capitale. La RCA, située au cœur du continent africain, est cernée par des conflits armés régionaux et devient petit à petit, le carrefour du terrorisme régional et sous-régional avec les avancés des djihadistes notamment les éléments de Bokho-Haram. L'appui et l'expérience des grandes nations,

notamment les Etats Unis d'Amérique, en matière de lutte contre le terrorisme sont ainsi plus que jamais déterminants pour anéantir ce risque.

Les questions sécuritaires doivent nécessairement être abordées dans un cadre de dialogue avec les pays voisins et je ne cesse de ménager des efforts dans ce sens, soutenue dans cette démarche par la Communauté Economiques des Etats de l'Afrique Centrale.

Distingues Personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Ma volonté de **promouvoir la gouvernance politique et démocratique est totale.**

C'est ainsi que même pendant les moments les plus difficiles de la crise, le dialogue et la concertation ont été maintenus de manière régulière avec toutes les forces vives de la nation. La mobilisation de tous a ainsi permis de lancer le processus de dialogue inclusif dont la première étape a été l'organisation en juillet dernier d'un Forum de réconciliation tenu à Brazzaville et qui a abouti à la signature d'un Accord de cessation des hostilités.

A travers cet Accord, les groupes armés, la société civile et les partis politiques se sont engagés à œuvrer ensemble pour un retour à une paix durable. Pour marquer cette volonté commune, les initiatives de réconciliation et de paix au niveau des communautés, des associations féminines et de jeunesse, et des groupes armés sont encouragées et se multiplient chaque jour. Dans les mois à venir, seront organisées les consultations populaires au niveau des 16 préfectures du pays qui in fine sur le forum national de réconciliation à Bangui.

Ces concertations à la base permettront d'identifier les problèmes majeurs qui minent le vivre ensemble intercommunautaire, de susciter une participation populaire à l'œuvre de reconstruction du pays en favorisant une prise de conscience plus accrue à l'égard du rôle des communautés dans le retour de la paix et le développement durable du pays. Quant au grand dialogue national de vérité et réconciliation, son objectif principal sera de jeter les bases d'une nouvelle société Centrafricaine dont le pilier serait un nouveau

pacte républicain articulé autour d'une gouvernance moderne, démocratique et patriotique.

Toujours dans le cadre de ce dialogue, un gouvernement de large ouverture représentatif de toutes les forces vives et des régions a été constitué.

En ce qui concerne les élections, le Code Electoral a été adopté le 13 novembre 2013 et les Membres l'Autorité Nationale des Elections (A.N.E.) ont prêté serment le 24 décembre 2013. Les différents organes de régulation des élections comme le cadre de concertation et le Haut Conseil de la Communication ont en outre été mis en place.

Il n'en demeure pas moins que la ferme volonté des Autorités de la République Centrafricaine d'aller résolument à l'organisation d'élections libres, démocratiques et crédibles bute sur certaines contraintes dont la subsistance de poches d'insécurité dans certaines régions du pays mais surtout l'insuffisance des moyens financiers conséquents et pour le fonctionnement de cet organe et pour la préparation et l'organisation des élections proprement dites.

Le deuxième pilier consiste en la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national, condition préalable de la pleine reprise de l'économie et de la réussite du processus électoral.

L'objectif est de créer les conditions pour accélérer le retour rapide des personnes déplacées internes et réfugiées, renforcer la protection des civils, des droits de l'Homme et du personnel humanitaire par des actions fortes visant à rapprocher l'administration des administrés.

Toujours dans le cadre de la protection des populations civiles et de la promotion des droits humains, j'ai accepté de céder une partie de la souveraineté nationale en matière de justice transitionnelle à la Mission onusienne de stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA) afin de renforcer les capacités des juges. Avec la mise en place des forces de la MINUSCA depuis le 15 septembre dernier, ce dispositif sera opérationnel assez rapidement.

Une attention particulière a été accordée aux services sociaux essentiels. Il s'agit de la santé, de l'eau potable, de l'assainissement, de l'hygiène, de l'éducation et du réseau national de communication. Les actions et mesures menées dans ce domaine ont visé à favoriser le relèvement communautaire immédiat et le renforcement des capacités de résilience des communautés de base. J'ai ainsi été amenée à décider de la gratuité des soins aux groupes vulnérables que sont les enfants et les femmes.

La RCA connaît une forte mobilisation de **l'assistance humanitaire** à travers les interventions de plus de 90 ONGs internationales. Malgré tout, on peut noter une faiblesse de l'accès aux services sociaux en République Centrafricaine et je profite de votre tribune pour lancer un appel à toutes les bonnes volontés dans le monde pour qu'elles soutiennent mon Gouvernement dans la réhabilitation et la facilitation de l'accès aux services sociaux de base.

Nous sommes cependant conscients que ces actions passeront d'abord par la **poursuite des réformes économiques et la promotion de la croissance** soutenue. Il est donc urgent, à court terme, de créer des richesses et des emplois afin non seulement de prendre en charge des dépenses régaliennes de l'Etat mais d'offrir des opportunités de formation et d'emplois aux jeunes désœuvrés qui forment les bataillons des rebellions armées. Il en est de même pour les femmes qui constituent plus de 61 % de la population et qui sont devenues, par la force des choses, des chefs de famille ayant la charge de leurs progénitures. Il est important et urgent de leur offrir des opportunités pour consolider de manière durable leurs moyens d'existence et pour leur autonomisation.

Selon cette vision, les **réformes économiques** vont permettre de :

(i) mettre en œuvre une assistance économique et budgétaire rapide pour permettre de renforcer les capacités des principaux acteurs de l'économie et relancer les secteurs productifs et créateurs d'emplois. A moyen terme et long terme, elles pourront améliorer l'environnement des affaires en dynamisant le Partenariat Public/privé, relancer les

grappes de croissance dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des forêts par la mise en œuvre de l'agroforesterie,

(ii) permettre de construire, réhabiliter et viabiliser les équipements et infrastructures économique et,

(iii) renforcer la gouvernance financière avec la poursuite des réformes globales des finances publiques.

Pour ce qui concerne la gouvernance financière singulièrement, il est essentiellement question de réduire les risques fiduciaires et c'est pour cela qu'un comité de suivi de la gestion des finances publiques et un comité de trésorerie ont été créés. A ces initiatives s'ajoute le processus en cours de renforcement des capacités de l'organe d'exécution des dépenses publiques par l'assistance technique. Car, pour redonner à l'Etat Centrafricain des capacités financières propres, la sécurisation des zones minières est une action prioritaire devant conduire à terme au rétablissement de la RCA dans le processus de Kimberley. Les forces de l'ONU désormais déployées dans le pays devraient apporter tout leur appui à cette action prioritaire.

Monsieur le Directeur le Général

Distingues Personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Sans être exhaustive, mes propos ont tendu a mettre en exergue les efforts déployés au quotidien pour réduire la souffrance du peuple centrafricain, pour ramener la paix et la sécurité, mettre fin à l'impunité, favoriser le relèvement des communautés et relancer le processus de développement. Je me suis aussi permise de souligner fortement que sous mon leadership, le peuple centrafricain a affronté avec courage la crise.

En effet, après huit mois d'exercice du pouvoir de l'Etat, des avancées notables peuvent être enregistrées dans la gouvernance du pays avec des effets significatifs sur l'amélioration des conditions de vie des populations.

Il en est ainsi de la sécurité qui revient progressivement grâce à l'appui des forces internationales. Grâce au retour graduel de la sécurité à Bangui et dans l'arrière pays, la République Centrafricaine est aujourd'hui un pays fréquentable. Pour preuve : le retour de l'Ambassade des Etats Unis à Bangui que nous avons perçu comme un signal fort en direction des pays qui doutent encore du retour de la sécurité dans le pays.

A la faveur du retour progressif de la paix et de la sécurité, les enfants ont repris peu à peu le chemin de l'école, les hôpitaux et centres de santé ont recommencé à nouveau de fonctionner, les agents de l'Etat et les employés du secteur privé sont de retour à leur lieu de travail, notamment à Bangui, le trafic sur l'axe Bangui- Douala et l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité se normalisent, avec un impact positif sur les recettes de l'Etat qui sont cependant loin d'atteindre un niveau satisfaisant vu le contrôle d'une partie du pays par les groupes armés non conventionnels.

C'est le lieu de témoigner la gratitude du peuple Centrafricain et de la mienne propre à l'Amérique qui a compris le sens de ma demande formulée au Secrétaire Général des Nations Unies dès le mois de février 2014 et qui a appuyé le vote des différentes résolutions du Conseil de Sécurité sur la situation en République Centrafricaine.

Il en est aussi ainsi de l'urgence humanitaire. Je me réjouis que mon cri de détresse ait été entendu et que jamais la communauté internationale ne se soit autant fortement mobilisée en faveur de mon pays. Car, la crise centrafricaine était une "crise oubliée " et j'ai réussi le pari de mettre la Centrafrique au cœur des préoccupations internationales. C'est ici le lieu de rendre un hommage mérité aux Organisations humanitaires américaines pour leur appui multiforme aux populations centrafricaines.

Consciente de la faiblesse de notre économie dont tout le tissu a été détruit, j'ai fait de la reprise de la coopération avec les institutions financières internationales mon objectif principal. Dans ce cadre, les négociations vont bon train avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale que j'aurai l'opportunité de visiter pendant mon séjour ici.

De tout ce qui précède, il ressort que l'espoir renaît en République Centrafricaine puisque la vie reprend petit à petit et dans le bon sens, au grand soulagement d'une bonne partie de la population.

Il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire et c'est là où nous avons des attentes à exprimer à l'endroit des Etats Unis. De manière concrète, vos structures peuvent beaucoup faire à travers les plaidoyers, lobbies et réseaux pour soutenir les efforts du peuple Centrafricain et de ses dirigeants visant à recouvrer son unité, sa

dignité et surtout l'intégrité de son territoire. Ce peuple est désormais derrière ses dirigeants et ne demande qu'à être accompagné dans sa vision et son plan de sortie de crise qui existent déjà.

Les besoins sont énormes et les moyens demeurent encore très limités. La mise en œuvre de ce plan nécessitera des moyens colossaux et je veux formuler le vœu que la Nation la plus puissante et riche au monde ne restera pas à l'écart des partenaires et moyens qu'il faut mobiliser.

Quant à vous éminents Membres du Brookings Institute qui avez bien voulu m'accorder votre aimable attention, je ne doute pas que vous serez désormais les farouches défenseurs des dossiers Centrafricains et vous dis encore grand merci pour l'honneur et le plaisir que vous m'avez faits de me donner l'opportunité de vous entretenir sur la situation dans mon pays.

Le peuple centrafricain a besoin du peuple américain pour soutenir cet espoir et retrouver sa dignité. C'est pourquoi, je peux affirmer : « **TOGETHER WE CAN DO BETTER** ».

Je vous remercie.